

# Deux mille employés de la fonction publique dans la rue

NEUCHÂTEL • Enseignants, policiers et autres employés de l'Etat ont scandé leur ras-le-bol face à la politique budgétaire du canton.



À Neuchâtel, une mobilisation de la fonction publique n'a jamais atteint une telle ampleur au cours des dernières années. KEYSTONE

## AMIT JUILLARD

«'Dégoûtés', maîtresse, ça s'écrit comment?», «Coupes budgétaires: quelles conséquences pour nos enfants?». Hier en fin de journée à Neuchâtel, les calicots brandis par les employés de la fonction publique traduisaient leur incertitude quant à l'avenir de leurs professions et leur ras-le-bol. Ils étaient plus de 2000 selon les organisateurs, dont une majorité d'enseignants et de policiers, à manifester pour s'opposer aux mesures budgétaires du Conseil d'Etat. Ils répondaient à un appel des deux syndicats d'enseignants. Une mobilisation de la fonction publique n'a jamais atteint une telle ampleur au cours des dernières années.

«Nous nous opposons au gel de la progression salariale à 0,5% pour 2015, voire même au-delà, et nous demandons le maintien du système actuel jusqu'à ce qu'une négociation aboutisse à une solution à plus long terme», a revendiqué Marie Guinand, coprésidente de la section des enseignants du Syndicat des services publics (SSP). Ce sont les jeunes enseignants

qui seraient les plus touchés par ces mesures puisqu'ils pourraient perdre jusqu'à 750 000 francs sur la durée complète de leur carrière. «La limite du 0,5, c'est du domaine de la circulation», pouvait-on lire sur la pancarte tenue par un policier en uniforme. Mais la colère exprimée est plus profonde. «Une telle attaque contre les salaires, c'est du jamais vu», explique Patrick Siron, président du Syndicat des gendarmes et des agents de détention. «Aujourd'hui, nous avons passé le cap de l'inquiétude, nous en avons profondément marre.»

### Salaire au mérite

Parti de la gare, le cortège s'est terminé sur la place des Halles, où les manifestants ont pu se réchauffer avec du thé et du vin chaud, avant d'écouter les prises de parole. Yasmina Produit, secrétaire syndicale du SSP, a lancé à la foule qu'elle espérait que l'ensemble des autorités, et pas uniquement le Conseil d'Etat, entendraient leur message. D'autres lui ont emboîté le pas. «Le démantèlement de la fonction publique est en marche depuis un bon mo-

ment, mais ces mesures sont synonymes d'entrée par la petite porte d'un salaire au mérite! Or, comment peut-on mesurer la productivité d'une fonction dont le métier est de servir la population? Va-t-on juger un gendarme sur la base du nombre d'amendes qu'il a données?» a demandé Patrick Siron aux protestataires.

### Préavis de grève

Quant à Marie Guinand, elle a réaffirmé que les réformes auxquelles doivent faire face les enseignants les poussent au bout de leurs ressources, mais qu'ils manifestent avant tout par amour pour leur métier. Avant de conclure par une invitation appuyée: «Venez nombreux mardi prochain dans la cour du Château à 12h30 pour accueillir le Conseil d'Etat!»

Peu après la fin de la protestation, le comité du SSP a décidé de confirmer le préavis de grève voté la semaine dernière. Le débrayage s'effectuera donc entre 11h et 14h le mardi 2 décembre, jour où le Grand Conseil se prononcera sur le budget. Le rendez-vous est pris. |